

Education Nationale EN GREVE le 12 novembre

Depuis l'élection de Macron, la Fonction publique ne cesse d'être mise à mal : gel du point d'indice et retour du jour de carence ; disparition programmée du paritarisme et du régime de retraite des fonctionnaires ; d'ici 2022, suppression de 120 000 postes de fonctionnaires.

Pour 2019, le service public d'éducation est de nouveau victime de coupes budgétaires et de réformes qui ne peuvent qu'aggraver les conditions de travail des élèves et des personnels.

Dans le premier degré, Blanquer n'a cessé de communiquer depuis un an sur les dédoublements de CP et de CE1 en REP mais dans les faits, les moyens manquent (1900 postes annoncés contre 4000 nécessaires) et les conditions de travail se dégradent : RASED incomplets, classes surchargées, temps de travail invisible qui explose, attaque contre la liberté pédagogique ...

Dans le second degré général et technologique : 2650 postes supprimés en 2019 !

Et la curée ne fait que commencer, alors même qu'il faut accueillir 30 000 élèves supplémentaires par an et ce, jusqu'en 2021 au collège et donc dans les années suivantes au lycée.

Au collège, le pseudo assouplissement de la réforme n'est qu'un effet d'annonce ; en revanche les dotations horaires en baisse et la mise en concurrence des disciplines sont une réalité ! À ceci s'ajoute le scandale des programmes revus à la va-vite durant l'été, sans concertation, et applicable dès la rentrée !

Au lycée général et technologique, la réforme Blanquer, sous prétexte de mieux préparer les élèves aux études supérieures, n'obéit qu'à une logique d'économies. Tous les lycées du département perdront au moins une classe de 1ère à la rentrée 2019 et de terminale en 2020. Avec la carte des spécialités décidée par le Rectorat, l'offre de formation est appauvrie et la concurrence entre disciplines et entre établissements généralisée.

Quant à **Parcoursup**, il organise un véritable tri social pour dissimuler le manque criant de places dans l'enseignement supérieur.

En lycée professionnel, la diminution des horaires d'enseignement général et professionnel, la création de familles de métiers et la mixité des publics et des parcours, vont déboucher sur une suppression massive de postes et rendre les conditions d'enseignement impossibles.

L'enseignement agricole, subit à la fois la réforme de la voie générale et technologique et celle de la voie professionnelle, avec à la clef des pertes de postes.

Les personnels administratifs ne sont pas épargnés avec la suppression de 400 postes. Dans ces conditions la fusion programmée pour 2020 des académies de Limoges, Poitiers et Bordeaux ne pourra qu'entraîner une dégradation des conditions de travail et d'affectation tant des personnels administratifs que des enseignants.

Le service public d'éducation mis à mal de la maternelle à l'université. La jeunesse sacrifiée !

Nous exigeons :

L'arrêt des suppressions de poste et la création de postes statutaires.

Le retrait des réformes du Lycée et du BAC général et technologique, de la voie professionnelle et de l'enseignement agricole.

Le retrait du projet de loi « pour l'école de la confiance »

L'abandon du projet de fusion des académies.

L'abandon du projet CAP 2022 et de la fusion des CHSCT avec les CT et la disparition des CAP.

L'abrogation de Parcoursup et du « tout évaluation » tout au long de la scolarité.

**Face à ces attaques contre le service public d'éducation, mobilisons-nous !
Rassemblement et Manifestation à Niort
devant l'inspection Académique à 11h**